



19.051

**Überbrückungsleistung
für ältere Arbeitslose.
Bundesgesetz**

**Prestation transitoire
pour les chômeurs âgés.
Loi fédérale**

Différences – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.03.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.03.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.03.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

**Bundesgesetz über Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose
Loi fédérale sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés**

Art. 2 Abs. 1; 12 Abs. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2 al. 1; 12 al. 2, 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. a; 2 Bst. c; 3; 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Maillard, Crottaz, Gysi Barbara, Mäder, Mettler, Meyer Mattea, Nantermod, Porchet, Prelicz-Huber, Wasserfallen Flavia, Weichelt)

Abs. 1 Bst. a

Festhalten

Abs. 1 Bst. b

b. sie mindestens 25 Jahre in der AHV versichert waren, davon mindestens 7 Jahre nach Vollendung des 50. Altersjahrs ...

Antrag der Minderheit

(Prelicz-Huber, Crottaz, Gysi Barbara, Maillard, Meyer Mattea, Wasserfallen Flavia, Weichelt)

Abs. 4

Festhalten



Art. 3

Proposition de la majorité

Al. 1 let. a; 2 let. c; 3; 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Maillard, Crottaz, Gysi Barbara, Mäder, Mettler, Meyer Mattea, Nantermod, Porchet, Prelicz-Huber, Wasserfallen Flavia, Weichelt)

Al. 1 let. a

Maintenir

Al. 1 let. b

b. qui ont été assurées à l'AVS pendant au moins 25 ans, dont au moins sept après 50 ans ...

Proposition de la minorité

(Prelicz-Huber, Crottaz, Gysi Barbara, Maillard, Meyer Mattea, Wasserfallen Flavia, Weichelt)

Al. 4

Maintenir

4. Abschnitt Titel

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Rösti, Amaudruz, de Courten, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Lorenz, Schläpfer)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Section 4 titre

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité

(Rösti, Amaudruz, de Courten, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Lorenz, Schläpfer)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 5

Antrag der Mehrheit

Titel

Festhalten

Abs. 1

Die jährliche Überbrückungsleistung entspricht dem Betrag, um den die anerkannten Ausgaben die anrechenbaren Einnahmen übersteigen, höchstens jedoch:

a. bei alleinstehenden Personen: dem 2,25-fachen des allgemeinen Lebensbedarfes gemäss Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 1;

b. bei Mehrpersonenhaushalten: dem 2,25-fachen des allgemeinen Lebensbedarfes gemäss Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 2.

Abs. 1bis

Streichen

Antrag der Minderheit

(Rösti, Amaudruz, de Courten, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Lorenz, Schläpfer)

Titel, Abs. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Art. 5

Proposition de la majorité

Titre

Maintenir

Al. 1

Le montant annuel des prestations transitoires correspond à la part des dépenses reconnues qui excède les revenus déterminants, mais au plus à:

- a. 2,25 fois le montant destiné à la couverture des besoins vitaux au sens de l'article 7 alinéa 1 lettre a chiffre 1 pour les personnes seules;
- b. 2,25 fois le montant destiné à la couverture des besoins vitaux au sens de l'article 7 alinéa 1 lettre a chiffre 2 pour les ménages composés de plusieurs personnes.

Al. 1bis

Biffer

Proposition de la minorité

(Rösti, Amaudruz, de Courten, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Lorenz, Schläpfer)

Titre, al. 1, 1bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 14a Abs. 2

Antrag der Mehrheit

...

- b. 10 000 Franken für Haushalte mit mehr als einer Person.

AB 2020 N 289 / BO 2020 N 289

Antrag der Minderheit

(Weichelt, Crottaz, Meyer Mattea, Porchet, Prelicz-Huber, Wasserfallen Flavia)

Festhalten

Art. 14a al. 2

Proposition de la majorité

...

- b. 10 000 francs pour les ménages de plus d'une personne.

Proposition de la minorité

(Weichelt, Crottaz, Meyer Mattea, Porchet, Prelicz-Huber, Wasserfallen Flavia)

Maintenir

Art. 21 Abs. 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Roduit, Crottaz, Gysi Barbara, Hess Lorenz, Humbel, Lohr, Maillard)

Für Branchen mit weitergehenden sozialpartnerschaftlichen Leistungen regelt der Bundesrat branchenspezifische Hilfen auf Verordnungsstufe.

Art. 21 al. 4

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Roduit, Crottaz, Gysi Barbara, Hess Lorenz, Humbel, Lohr, Maillard)

Pour les secteurs qui disposent de solutions retenues par les partenaires sociaux plus généreuses le Conseil fédéral prévoit par voie d'ordonnance des aides sectorielles.



Art. 23bis

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Rösti, Aeschi Thomas, Amaudruz, de Courten, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Lorenz, Schläpfer)
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 23bis

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Rösti, Aeschi Thomas, Amaudruz, de Courten, Heimgartner, Herzog Verena, Hess Lorenz, Schläpfer)
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous mènerons un seul débat sur toutes les divergences.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): J'aimerais vous inviter, pour les critères d'octroi de cette prestation, à rester dans la logique de notre conseil. Il s'agit ici de l'article 3 alinéa 1 lettre a.

Dans le premier débat, nous avons changé un tout petit peu, sur l'un des critères, la logique qui était proposée, en évitant d'introduire un effet de seuil dans cette loi. Il s'agit de dire si oui ou non le fait d'arriver en fin de droit dans l'assurance-chômage après 60 ans est un critère d'octroi. Cela signifie très concrètement que, indépendamment de la durée du travail au cours de sa vie, indépendamment de la situation sociale de la personne, le fait d'arriver en fin de droit dans l'assurance-chômage après 60 ans ouvre le droit à la prestation et que le fait d'arriver en fin de droit juste avant 60 ans ferme le droit. C'est ce que l'on appelle un effet de seuil. Beaucoup m'ont dit: "Oui, c'est normal, il y a partout des effets de seuil." Mais en général, on fait attention de ne pas en créer. Et en principe, quand on en a créé, on essaie de les corriger, de les changer. Ici, on sait qu'on le crée. On le crée sciemment et volontairement.

En plus de cela, à cause de cet effet de seuil, des gens de la même entreprise qui sont licenciés ensemble peu avant l'âge de 60 ans n'auraient, pour une partie d'entre eux, jamais droit à la prestation transitoire parce qu'ils arrivent en fin de droit dans l'assurance-chômage juste avant d'avoir 60 ans, tandis que d'autres y auraient droit pendant cinq ans. Ces cas vont arriver et on se demandera alors comment le législateur a pu introduire une telle étrangeté.

Nous avons proposé d'aller dans le sens du Conseil des Etats en durcissant la proposition que nous avons faite et en demandant désormais 25 ans de cotisations, dont 7 après l'âge de 50 ans. C'est donc certes un durcissement du dispositif, mais qui serait plus juste, plus compréhensible. Cela ramènerait l'ensemble du projet en dessous des coûts prévus par le Conseil fédéral, cela permettrait d'éviter cet effet de seuil et cela permettrait aussi d'avoir un large soutien à ce dispositif, qui satisferait, je crois, de manière assez équilibrée les grandes forces politiques qui l'ont soutenu depuis le début.

Certains m'ont dit que des mesures de ce type existent partout, mais personne ne m'a cité d'exemple de dispositif légal qui, dès lors que quelqu'un sort d'un régime de prestations sociales, il se retrouve privé d'un droit indépendamment de sa durée de cotisation et de sa situation sociale. Je n'ai pas entendu un seul exemple de ce type de critère dans d'autres régimes de prestations sociales.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à maintenir la divergence à cet article. Il n'y en aurait ainsi plus que deux. Nous sommes convaincus qu'avec un peu de raison, le Conseil des Etats pourrait se rallier demain à cette solution concernant le critère d'octroi que M. Nantermod et moi-même vous proposons et sur le montant des plafonds que nous discuterons tout à l'heure.

Merci de votre soutien à la minorité.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Ich spreche zu Artikel 3 Absatz 4. In diesem Artikel geht es uns darum, an der Variante des Nationalrates festzuhalten. Es geht um die Ausnahmebestimmung.

Sie wissen es, es geht hier um die ganz wichtige – auf jeden Fall für uns ganz wichtige – Vorlage für die Überbrückungsleistung für ältere Arbeitslose, die oft sehr, sehr viele Jahre gearbeitet haben. Wir haben jetzt ein Konzept auf dem Tisch, das sehr klar formuliert ist, nicht zuletzt bezüglich Alter. Es gibt aber immer Einzelfälle, die zwar fast in das System hineinpassen, aber blöderweise nicht ganz. Es gibt Menschen, die vielleicht sehr,



sehr viele Jahre gearbeitet haben, aber ein paar Tage zu früh ausgesteuert würden, oder wie auch immer. Wir meinen, wer ganz entsprechend dem Konzept lange gearbeitet hat und dann ausgeschieden, ausgesteuert wird, in der Sozialhilfe landen würde und eben nicht ganz ins System passt – diesen Menschen muss eine Chance gegeben werden, damit auch sie auf eine würdige Art und Weise bis zur Pensionierung im System der Überbrückungsleistungen sein können.

Finanziell, das haben wir noch einmal gehört, macht es praktisch nichts aus. Wenn Sie also zu diesem Minderheitsantrag Ja sagen, bedeutet dies eigentlich fast keinen Unterschied zur Variante, für die wir uns hoffentlich heute mehrheitlich entscheiden. Von daher bitte ich Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen, die Ausnahmeregelung zu gewähren, wie wir dies das letzte Mal in unserem Rat gesagt haben, und dieses wichtige menschliche Zeichen zu setzen, das finanziell keine oder praktisch keine Auswirkungen hat.

Bitte unterstützen Sie unsere Minderheit.

Rösti Albert (V, BE): Ich komme nicht umhin, hier noch einmal gegen das Vorgehen bei diesem Gesetz zu protestieren. Als Vorbemerkung zu meinen Minderheiten: Ein neues Sozialwerk in dieser Kürze durchzupacken, ist nicht seriös. Das zeigte sich an der Differenzbereinigung, die heute Morgen stattgefunden hat: Die Stunde, die angesagt wurde, hat nicht gereicht; wir mussten bis in die Ratssitzung hinein sitzen bleiben, und, wie das so geht, die Leute gingen dann langsam.

AB 2020 N 290 / BO 2020 N 290

Das ist einfach nicht seriös – und dies nur wegen einer Abstimmung. Das sei hier nochmals klar festgehalten. Meine Minderheit betrifft Artikel 5 Absätze 1 und 1bis. Ich bitte Sie hier namens dieser Minderheit, an der ständerätlichen Version festzuhalten. Das heisst, dass der Plafond beim maximal Zweifachen der Lebenshaltungskosten liegt und nicht beim 2,25-Fachen. Das mag wenig ausmachen, aber bei dieser Anzahl Bezüger ist es dann eben trotzdem ein Betrag. In der Begründung, die wir von der Verwaltung dazu erhalten haben, zur Frage, was das bedeutet, heisst es, man müsse auch allfällig höhere Mietzinsen berücksichtigen. Ich glaube, da sind die betroffenen Leute angehalten, ihre Kosten hier entsprechend an diesen Plafond anzupassen.

Ich bitte Sie deshalb, an der Version des Ständerates von Artikel 5 Absätze 1 und 1bis festzuhalten und dieser Minderheit zuzustimmen.

Mein zweiter Minderheitsantrag betrifft Artikel 23bis; da geht es um die Evaluation. Auch hier bitte ich Sie, die Minderheit zu unterstützen und die ergänzte ständerätliche Fassung zu übernehmen. Die ständerätliche Fassung lässt einfach in Bezug auf die Evaluation mehr offen, indem darin abschliessend steht: "Er" – der Bundesrat – "stellt Antrag für das weitere Vorgehen." Damit ist nicht bereits klar, dass man die Massnahme weiterführt. Die ständerätliche Fassung beinhaltet in diesem Sinn die Möglichkeit einer Sunset-Klausel.

Deshalb bitte ich Sie, hier die Minderheit zu unterstützen. Sonst wird unsere Fraktion überall der Mehrheit folgen.

Weichelt-Picard Manuela (G, ZG): Kurz zu Kollege Rösti: Ganz so dramatisch würde ich das jetzt nicht schildern. Wir hatten die Anträge immerhin gestern Abend in der Kommission.

Unsere Minderheit beantragt Ihnen, bei den zu vergütenden Krankheits- und Behinderungskosten die Beiträge gemäss Nationalrat zu belassen und den Ständerat nicht zu unterstützen. Warum?

Je nach sozioökonomischem Status sind die gesundheitlichen Chancen ungleich verteilt. Die Lebensbedingungen in der Schweiz haben sich zwar in den letzten Jahrzehnten generell verbessert, aber die gesundheitlichen Risiken der unterschiedlichen sozialen Schichten haben sich nicht angeglichen.

Was heisst das nun konkret? Epidemiologische Studien zeigen, dass Personen mit einem niedrigen sozioökonomischen Status – d. h. mit einer niedrigen Bildung, einem niedrigen beruflichen Status und/oder einem niedrigen Einkommen – überproportional häufig einen schlechten Gesundheitszustand und eine geringere Lebenserwartung haben als Personen mit höherem sozioökonomischen Status. Noch konkreter: Männer aus dem untersten Viertel der Einkommensskala haben eine um etwa zehn Jahre geringere Lebenserwartung als Männer aus dem obersten Viertel; bei Frauen beträgt der Unterschied etwa fünf Jahre.

Ein niedriger sozioökonomischer Status geht mit einer erhöhten Exposition gegenüber Stressoren einher, welche gesundheitliche Reaktionen auslösen und zu einem erhöhten Risiko für Herz-Kreislauf-Erkrankungen führen können. Es besteht auch ein Zusammenhang zwischen dem Risiko, an Bluthochdruck zu leiden, und dem Ausbildungsniveau. Personen ohne nachobligatorischen Schulabschluss leiden häufiger daran. Dies sind nur zwei von vielen Krankheitsbildern. Zahlen und Fakten können Sie unter anderem im Bericht des BAG "Chancengleichheit und Gesundheit" von 2018 nachlesen.

Wir sprechen hier über Personen, die für die Gesellschaft viele Jahre auf dem Bau, als Grabungstechniker



gearbeitet haben, die in Detailhandelsgeschäften Gestelle aufgefüllt haben usw. Diese Personen haben oft starke körperliche Beschwerden, kaputte Knie, gravierende Rückenprobleme. Diesen Personen möchte der Ständerat die zu vergütenden Krankheits- und Behinderungskosten von 25 000 auf 5000 Franken bzw. von 50 000 auf 10 000 Franken kürzen. Das ist ethisch nicht vertretbar.

Ich bitte Sie im Namen meiner Minderheit, am Beschluss des Nationalrates festzuhalten.

Roduit Benjamin (M-CEB, VS): Permettez-moi de revenir, avec ma proposition de minorité, sur la proposition de notre collègue Fabio Regazzi que nous avons soutenue à une forte majorité, avec 101 voix contre 86, ici dans notre conseil. La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats et le Conseil des Etats lui-même ont trouvé la proposition justifiée.

Dans l'ensemble du secteur de la construction, ce qui représente de nombreuses associations – Bauhauptgewerbe, Westschweizer Ausbaugewerbe, Gebäudehüllengewerbe, Maler- und Gipsergewerbe, Marmor- und Granitgewerbe, Schreinergerwerbe, etc. –, il a été admis que les conditions de retraite à partir de l'âge de 60 ans, contraignantes ne l'oublions pas, remplissent déjà les critères inscrits dans notre projet. La double charge que devraient supporter les secteurs que j'ai énumérés serait inadmissible. La faiblesse de la proposition Regazzi à l'article 21 alinéa 4, relevée d'ailleurs au Conseil des Etats, consiste seulement dans le type de compensation. Rappelons qu'elle avait pour but d'exclure du financement de la prestation transitoire les secteurs qui disposent de solutions plus généreuses, ce qui est juridiquement et administrativement impossible.

C'est pour cette raison que j'ai proposé en commission ce matin, en lien avec les secteurs concernés et la délégation du groupe du centre à la commission, une formulation plus souple. On ne parlerait plus d'exclusion, mais d'aides sectorielles pour lesquelles on laisserait au Conseil fédéral le soin d'apporter une solution convenable. Et les solutions existent. Le modèle vaudois d'un fonds pour les entreprises touchées par les intempéries fonctionne à la satisfaction de tous. Dans cet ordre d'idées, une solution pourrait être une contribution équivalente aux cotisations pour le deuxième pilier à verser au fonds de prévoyance professionnelle de la branche.

La commission a soutenu ce matin, en priorité, une motion de commission qui va dans ce sens. Mais je rappelle que le projet relatif à la prestation transitoire sera voté durant la présente session encore et que la mise en oeuvre, même d'une motion de commission, prend plusieurs années, avec le risque que des discussions interminables soient entamées, lesquelles ne déboucheraient, j'en suis certain, sur aucun accord. Notre solution est déjà aujourd'hui techniquement réalisable. Les secteurs concernés n'attendent pas.

Dans ce sens, je vous remercie d'adopter ma proposition de minorité.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Sie wissen es: Für uns Grüne sind die Überbrückungsleistungen eine wichtige Geschichte. Wir wollen eine würdige Situation für ältere Mitarbeitende, die lange Jahre gearbeitet haben, arbeitslos werden, wenige Jahre vor der Pensionierung ausgesteuert werden und nachher in der Sozialhilfe landen würden. Das ist für uns unwürdig. Wir finden die Überbrückungsleistungen deshalb eine sehr sinnvolle Ergänzung der Sozialversicherungen und hätten uns gefreut, wenn das Konzept des Bundesrates Anerkennung gefunden hätte, nämlich, diese Leistungen ein bisschen höher anzusetzen als die Ergänzungsleistungen – eben in Anerkennung der langjährigen Arbeit.

Der erste Beschluss des Ständerates zu Artikel 5 war für uns schlicht und einfach inakzeptabel. Der Nationalrat kreierte dann eine Variante, in der die Leistungen zwar immer noch tiefer sind als im Entwurf des Bundesrates – was für uns bitter ist –, aber deutlich höher als in der Variante des Ständerates. Es ist immerhin auf der Höhe der Ergänzungsleistungen und gilt ab 60 Jahren sowie mit einer gewissen Flexibilität. Wir hätten damit also eine deutlich bessere Vorlage gehabt als der Ständerat, aber auch sie wäre nicht ganz nach unserem Wunsch gewesen: Wir hätten uns diese Leistungen gemäss dem ursprünglichen Sozialpartnervorschlag bereits ab 57 Jahren gewünscht. Das kam nicht durch, aber immerhin – das ist schön und hat hoffentlich auch Bestand – sind Betreuungs- und Erziehungsgutschriften drin, was den Frauen sehr stark hilft.

Zur Variante des Ständerates zurückzugehen, ist für uns keine akzeptable Variante. Die Variante, die auch heute wieder auf dem Tisch liegt, bedeutet, nicht einmal mehr die gleiche

AB 2020 N 291 / BO 2020 N 291

Höhe wie die Ergänzungsleistungen zu gewährleisten – das ist faktisch eine Pseudolösung.

Warum stehen wir nicht hin und gestehen den arbeitslosen Menschen eine würdige Situation zu? Eine Situation, mindestens auf der Höhe der Ergänzungsleistungen, wie sie auch für die Personen unter dem Existenzminimum gewährleistet wird? Dass wir meinen, hier nochmals etwas Spezielles kreieren zu müssen, ist doch relativ eigenartig. Wir haben aber heute wieder versucht, einen Kompromiss zu finden.



Das ist für uns eine bittere Pille, aber es ist besser als nichts. Zähneknirschend wird unsere Fraktion, wird die Minderheit – ich hoffe, das kehrt sich noch um – deshalb Ja sagen zu mehr Jahren Arbeit. Wir werden Ja sagen – hier sind wir in der Mehrheit – zum 2,25-Fachen des Lebensbedarfes, womit wir immerhin wieder in etwa auf der Höhe der Ergänzungsleistungen sind. Und wir werden natürlich unseren eigenen Minderheitsanträgen zustimmen, bei den Ausnahmebestimmungen und bei den Krankheits- und Behinderungskosten. Keine Freude haben wir hingegen an der Kommissionsmotion und am Antrag der Minderheit Roduit.

Gysi Barbara (S, SG): Ich möchte meiner Vorrednerin nur beipflichten. Es geht heute und in dieser Session wirklich darum, würdige Bedingungen für Menschen festzulegen, die viele Jahre gearbeitet, Erwerbsarbeit geleistet haben – neben all der anderen Arbeit, die sie jeweils auch noch leisten – und am Ende ihrer Berufskarriere eben die Stelle verlieren und dann auch ausgesteuert werden. Diesen Menschen wollen wir ermöglichen, dass sie die letzten Jahre vor der offiziellen Pensionierung dann auch in Würde leben können und ihr Altersguthaben, sofern sie überhaupt ein Vermögen haben, nicht irgendwie schon aufbrauchen müssen.

Leider wurden gegenüber der ursprünglichen Vorlage des Bundesrates mit unserem Konzept, wie wir es im Nationalrat beschlossen haben, einige Verschlechterungen gemacht. Wir haben das mitgetragen, weil für uns im Vordergrund stand, für die betroffenen Menschen eine Lösung zu finden, um da wirklich eine würdige Situation zu schaffen. Was wir jetzt aber wieder auf dem Tisch haben, kann nicht genügen; es ist mit weiteren Abstrichen gegenüber der Mehrheitslösung aus dem Nationalrat verbunden, wie wir sie letzte Woche beschlossen hatten. Ich möchte auf einige Minderheiten eingehen. Mein Kollege hat es vorhin schon ausgeführt, es geht bei Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe a eben um diese Schwelleneffekte, die mit der Minderheit Maillard gemildert werden, sodass "gleich betroffene" Personen eben wirklich auch gleich behandelt werden. Er hat ein Beispiel angeführt: Mehrere Personen einer Firma werden entlassen. Eine Person ist 57 Jahre und zehn Monate und eine andere 58 Jahre und einen Monat alt. Beide finden keine neue Stelle mehr und werden dann ausgesteuert. Die erste Person bekommt keine Überbrückungsleistung, die zweite bekommt zum Glück eine. Solche kleinen Differenzen von wenigen Monaten sind dann entscheidend, ob man eine Überbrückungsleistung bekommt. Dieser Schwelleneffekt ist wirklich ein Fehler der Vorlage, und die Minderheit Maillard korrigiert diesen.

Ich bitte Sie wirklich sehr, im Sinne der Menschen, die betroffen sind, hier diese Flexibilität so zu gewährleisten. Wir kommen mit dieser Minderheit der Mehrheit ja entgegen, indem die Mindestdauer, während der man in der AHV versichert sein muss, auf 25 Jahre erhöht wird, wovon mindestens 7 Jahre über dem 50. Altersjahr liegen müssen. Zur Mindestdauer werden zum Glück eben auch die Betreuungs- und Erziehungsgutschriften angerechnet. Da sind wir in einem Punkt entgegengekommen. Ich bitte Sie aber wirklich sehr, diese Minderheit von unserer Seite zu unterstützen.

Ebenfalls möchte ich Sie bitten, die Minderheit Prelicz-Huber bei Absatz 4 zu unterstützen. Auch hier geht es darum, dass der Bundesrat die Möglichkeit haben soll, für ganz spezifische Situationen, für besondere Härtefälle Ausnahmeregelungen zu beschliessen. Diese Kompetenz muss der Bundesrat unseres Erachtens bekommen.

Dann möchte ich Sie sehr stark bitten, bei Artikel 5 bei der Mehrheit zu bleiben und die Minderheit Röstli abzulehnen. Auch von meiner Seite hier noch ein kleiner Hinweis zu Herrn Röstli's Klage, man habe nicht genügend Zeit gehabt: Wenn die SVP-Fraktion nicht in der Lage ist, die am Vorabend zugesandten Unterlagen zu studieren, und sich in der Sitzung beklagt, man hätte nichts bekommen, dann tut mir das leid. Wir haben die Unterlagen, Berichte, die das BSV noch erarbeitet hat, alle gestern Abend bekommen und konnten sie studieren. Wir konnten uns ein Bild über die finanziellen Auswirkungen machen, die sich ergeben, wenn man den Plafond nur auf das Doppelte des Lebensbedarfes festlegt. Das ist wirklich gravierend, 20 Prozent der Beziehenden von Überbrückungsleistung wären von diesem Plafond betroffen. Für den Bund macht die Einsparung, die er mit der Lösung des Ständerates erzielen würde, sehr wenig aus. Für die betroffenen Einzelpersonen, aber auch für Familien und Ehepaare macht das sehr viel Geld aus. Das sind zum Teil ganz grosse Beträge. Gegenüber einem Plafond beim 2,5-Fachen des allgemeinen Lebensbedarfs kann das bei Einzelpersonen 5000 bis 10 000 Franken pro Jahr ausmachen, bei Familien sogar bis zu 25 000 Franken. Wir kommen da auch entgegen.

Ich bitte Sie sehr, im Sinne der betroffenen Personen hier der Mehrheit zu folgen. Das ist extrem wichtig, um wenigstens da noch einigermaßen einen Schritt machen zu können.

Beim Thema Gesundheitskosten bitte ich Sie, die Minderheit Weichelt zu unterstützen. Frau Weichelt hat es gut ausgeführt: Sehr viele Menschen, die betroffen sind, haben auch körperliche Beschwerden, weil sie harte Arbeit geleistet haben und aufgrund der Arbeit eben unter Umständen höhere Krankheitskosten haben. Wenn wir schon das System der EL anwenden, dann machen Sie bitte sehr auch diesen Schritt!



Humbel Ruth (M-CEB, AG): Wir schaffen mit dieser Vorlage ein neues Sozialwerk, das älteren ausgesteuerten Menschen vor dem Eintritt in das ordentliche Rentenalter den Lebensunterhalt sichert, ohne dass sie auf Sozialhilfe zurückgreifen müssen. Für Gemeinden und Kantone bringt das Gesetz eine finanzielle Entlastung. Wer ein Leben lang gearbeitet hat, dadurch aber nicht zu erheblich vielen finanziellen Mitteln gekommen ist und trotz intensiven Bemühungen um einen Arbeitsplatz nach einer Aussteuerung ab 60 Jahren keine Stelle mehr findet, soll die Überbrückungsleistung erhalten. Das ist die letzte Massnahme, wenn die Massnahmen eines Gesamtkonzepts der Integration von älteren Arbeitnehmenden nicht gegriffen haben. Diese Menschen sollen nicht in die Sozialhilfe abgedrängt werden, und es soll ihnen eine ungekürzte Altersvorsorge erhalten bleiben. Wer jedoch nach der Pensionierung trotzdem auf Ergänzungsleistungen angewiesen ist, soll die Rente ab dem frühestmöglichen Zeitpunkt vorbezahlen und den Anspruch auf Ergänzungsleistungen geltend machen. Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP wird bei allen Differenzen jeweils dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmen, ausser bei Artikel 21 Absatz 4, wo wir dem Antrag der Minderheit Roduit zustimmen werden. Bei der ersten Differenz geht es um die Anspruchsvoraussetzungen. Eine Anspruchsberechtigung mit der Aussteuerung ab 60 Jahren mag zu Härtefällen führen. Nur ist das grundsätzlich das Problem bei jeder Grenzfestsetzung: Wo immer eine Grenze gesetzt wird, gibt es immer Menschen, die eine bestimmte Voraussetzung knapp nicht erfüllen. Die Mitte-Fraktion ist auch für die Einführung eines Plafonds in Artikel 5 Absatz 1bis für die Überbrückungsleistungen und in Artikel 14a Absatz 2 für die Gesundheitskosten; wir unterstützen da den Antrag der Kommissionsmehrheit. Wir müssen die Überbrückungsleistung auch in Korrelation zu einem Einkommen mit Erwerbstätigkeit bringen. Im Ständerat hat Ständerat Erich Ettlin darauf hingewiesen, dass gemäss KMU-Portal 2018 die 10 Prozent Arbeitnehmenden mit tiefsten Einkommen weniger als 4313 Franken pro Monat verdienten. Wer dieses Einkommen mit Erwerbstätigkeit erzielt, hat in gewissen Kantonen nicht einmal einen Anspruch auf vollständige Prämienverbilligung und erhält auch keine Beiträge an allfällige Gesundheitskosten, die nicht von der Krankenversicherung abgegolten werden. Wenn wir hier von Gesundheitskosten sprechen und einen Plafond setzen, dann geht es eigentlich primär um den

AB 2020 N 292 / BO 2020 N 292

Selbstbehalt, also 300 Franken oder 10 Prozent bis 1000 Franken, und um Zahnarztkosten. Die Überbrückungsleistung ist eine Hilfeleistung, und sie soll nahe bei den Löhnen von Erwerbstätigen im Tieflohnbereich sein. Sie muss also im Verhältnis zu erwerbstätigen Menschen mit tiefen Einkommen stehen. Wir unterstützen hier die Kommissionsmehrheit. Das 2,25-Fache des Grundbedarfs entspricht 43 763 Franken für alleinstehende Personen und 65 644 Franken bei mehreren Personen im Haushalt. Damit sind wir im Bereich der unteren Einkommenskategorien. Mit Artikel 21 Absatz 4 will die Minderheit Roduit dem Bundesrat die Kompetenz geben, für Branchen, welche für ältere Mitarbeitende weitergehende sozialpartnerschaftliche Lösungen gefunden haben, bei den Überbrückungsleistungen branchenspezifische Ausnahmen vorzusehen. Es ist klar, dass eine Ausklammerung der Branche aus der Finanzierung, also gewissermassen eine Teilbefreiung von der Steuerpflicht, nicht geht. Wir möchten aber die Branchen, welche bereits Lösungen für ältere Mitarbeitende getroffen haben, nicht benachteiligen und dem Bundesrat die Möglichkeit geben, Ausnahmen – beispielsweise im Sinne von Unterstützungsmassnahmen – vorzusehen. Zusammenfassend halte ich fest: Die Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP wird grundsätzlich der Kommissionsmehrheit folgen und, als Ausnahme davon, dem Antrag der Minderheit Roduit zustimmen.

Mettler Melanie (GL, BE): Bei diesem Gesetz waren sich der Ständerat und der Nationalrat in einem einig: Die Überbrückungsleistungen sollen eine Massnahme zur Armutsvermeidung sein, nicht zur Vermögenssicherung. Der Bundesrat hatte genau eine solche Vermögenssicherung vorgeschlagen. Die Vorlage unterschied nicht zwischen verschiedenen Einkommens- und Vermögensprofilen: Wohlhabende Ausgesteuerte und auch Ausgesteuerte, die bereits auf Unterstützung durch die Sozialhilfe angewiesen sind, brauchen nicht zusätzlich eine Sozialversicherung. Die Massnahme sollte eine Lücke füllen. Ausgesteuerte sollen mit einer zeitlich begrenzten staatlichen Überbrückungshilfe anschliessend in die selbst getragene Pension in finanzieller Unabhängigkeit starten können. Diese mangelnde Unterscheidung störte nicht nur die grünliberale Fraktion, sondern auch die Mehrheit im Ständerat und im Nationalrat.

Mit dem Konzept des Ständerates, das der Nationalrat in der letzten Sitzung verfeinert und austariert hat, wurde dieser Mangel behoben. Wir haben somit den grundsätzlichen Ansatz beschlossen. Was jetzt in der



Differenzbereinigung noch geschieht, ist eine Verfeinerung auf sehr spezifischer Ebene: Man beseitigt ein paar Fehlanreize in Ausnahmesituationen, man baut noch ein paar Flexibilisierungsmassnahmen für Härtefälle ein. Keine dieser Differenzen stellt das Konzept im Grundsatz infrage. Die grünliberale Fraktion stellt sich hinter die Entscheide der nationalrätlichen Kommission, mit einer Ausnahme.

Gemäss den Entscheiden von heute Morgen früh besteht nun nur noch in zwei Punkten eine Differenz zum ständerätlichen Entwurf: Die erste Differenz betrifft die Höhe des Plafonds, also nicht die Höhe der Beiträge – den Wechsel in das System der Ergänzungsleistungen haben wir bereits beschlossen. Die Differenz betrifft den Plafond, der in Ausnahmefällen erreicht wird. Die zweite Differenz betrifft die Ausgestaltung der Wirkungsmessung im Evaluationsartikel.

Zum Plafond: Der Frankenbetrag, den der Ständerat – nicht die ständerätliche Kommission – für den Plafond in die Diskussion geworfen hat, wäre im Gesamtsystem ein Fremdkörper. Die ständerätliche Lösung hätte zur Folge, dass man mit der Überbrückungsleistung unter das Sozialhilfeniveau sinken würde, was nicht der Sinn des Anliegens des Ständerates sein kann.

Zum Evaluationsartikel: Unterschätzen Sie diesen ausgebauten Evaluationsartikel bitte nicht! Es ist nicht so, dass eine solide finanzielle und volkswirtschaftliche Wirkungsmessung sowieso vorgesehen ist. Der ausgebaut Evaluationsartikel verankert die Überbrückungsleistung im Gesamtpaket, das ja eigentlich zum Ziel hat, die Arbeitslosigkeit bei älteren Arbeitnehmenden zu senken. Dieses Ziel des Gesamtpakets darf diese letzte von acht Massnahmen, die Überbrückungsleistung, nicht unterwandern.

Die Wirkung der Überbrückungsleistung ist alles andere als klar. Im Ausland haben ähnliche Massnahmen die Langzeitarbeitslosigkeit bei älteren Arbeitnehmenden nicht reduziert, sondern verstärkt. Die aktuelle Vorlage konnte zwar eine Reihe von Fehlanreizen beseitigen – nichtsdestotrotz ist es zentral, dass wir der Verwaltung den Auftrag geben, nicht nur Köpfe und Beträge zu zählen, sondern eine solide gesellschaftliche, volkswirtschaftliche und finanzielle Wirkungsmessung aufzubauen. Zudem gibt der nationalrätliche ausgebaut Evaluationsartikel der Verwaltung den Auftrag, nicht nur über diese Wirkungen Bericht zu erstatten, sondern schon entsprechende Korrekturmassnahmen vorzuschlagen.

Ich bitte Sie deshalb, beim Plafond und dem Evaluationsartikel der Mehrheit Ihrer Kommission zu folgen und dem Ständerat zu signalisieren, hier auf den Nationalrat zuzukommen.

In einer Sache folgen die Grünliberalen nicht der Kommissionsmehrheit, sondern der Minderheit, und zwar bei Artikel 3 Absatz 1 Buchstaben a und b. Die Flexibilisierung des Profils der Berechtigten ist inhaltlich sinnvoll. Es ist eine Flexibilisierung für diejenigen Personen, die mit dieser Leistung genau gemeint sind, d. h. für solche, die kurz vor ihrem 60. Geburtstag ausgesteuert wurden. Zur Eingrenzung werden mit dieser Flexibilisierung die Beitragsjahre von 20 auf 25 Jahre erhöht, davon müssen 7 Jahre nach dem 50. Altersjahr geleistet werden. Diese Eingrenzung führt dazu, dass diese Flexibilisierung auch kaum zu Mehrkosten führt.

Nochmals eine Bemerkung zum Schluss: Es hat in den letzten Tagen hektische Verhandlungen in diversen Konstellationen gegeben. Oft war nicht mehr klar, wer von wem überhaupt für Verhandlungen mandatiert war, wichtige Verhandlungspartner wurden nicht in Gespräche einbezogen. Das ist unbefriedigend. Aber der Nationalrat und der Ständerat haben gemeinsam ein solides Grundkonzept gebaut, das auch kleine Anpassungen aushält. Sie haben eine ausgewogene Lösung gebaut, die besser ist als die Vorlage des Bundesrates und eine Lücke schliesst, die für ältere Ausgesteuerte relevant ist.

Sauter Regine (RL, ZH): Ich habe bereits in der Eintretensdebatte ausgeführt, dass die FDP-Liberale Fraktion zu diesem neu zu schaffenden Instrument der Überbrückungsleistungen dann Ja sagen kann, wenn es als Ultima Ratio zum Zuge kommt, d. h. dann, wenn erstens alle Bemühungen um Arbeitsintegration gescheitert sind und wenn zweitens die Gruppe der Bezugsberechtigten klar und zielgerichtet definiert ist, also klein und wirklich nicht zu gross ist. Ebenso müssen die Leistungen sehr zielorientiert sein.

Die Version des Nationalrates, die wir in der letzten Runde hier beschlossen haben, ging eindeutig darüber hinaus. Es ist eben nicht so, wie es Nationalrätin Prelicz-Huber ausgeführt hat, dass die Version des Nationalrates günstiger gewesen wäre als jene des Bundesrates. Im Gegenteil: Sowohl der Kreis der Bezugsberechtigten als auch die Kosten waren bei der Version des Nationalrates grösser als bei jener, die der Bundesrat präsentiert hatte. In diesem Sinne begrüssen wir es, dass der Ständerat hier Korrekturen vorgenommen hat. Unsere Fraktion wird in den meisten Fällen der Version des Ständerates folgen, also die Mehrheit der Kommission unterstützen.

Lassen Sie mich noch ein paar Worte zu einigen Minderheitsanträgen sagen. Zuerst zum Antrag der Minderheit Maillard: Hier geht es darum, ob die Bezugsberechtigung auf eine grössere Gruppe ausgedehnt werden soll. Diese Forderung wird damit begründet, dass sich ein Schwelleneffekt einstellt. Personen, die vor dem Alter 60 ausgesteuert werden, haben dann, wenn sie 60 werden, keinen Anspruch auf diese Leistung, sondern nur



Personen, die wirklich im Alter 60 ausgesteuert werden.

Es ist so, das ist eine Schwelle. Man hat aber zu berücksichtigen, dass solche Schwellen in verschiedenen Gesetzen vorkommen. Solche Schwellen sind nie auszuräumen.

AB 2020 N 293 / BO 2020 N 293

Es gibt andere Gesetze – das Bundesgesetz über die Invalidenversicherung, das Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung usw. –, in denen überall irgendwelche Grenzwerte festgelegt sind, sei es das Alter, seien es Vermögensschwellen, seien es Erwerbsschwellen. Das gibt es immer, und wir müssen damit umgehen können. Für uns ist ganz klar, dass vor dem Alter 60 die Integration in den Arbeitsmarkt im Vordergrund stehen muss. Da muss es darum gehen, wieder eine Erwerbstätigkeit finden und aufnehmen zu können. Es ist unsere klare Meinung, dass Überbrückungsleistungen wirklich erst ab dem Alter von 60 Jahren einsetzen sollen.

Eine zweite Bemerkung zur Minderheit Röstli, die beantragt, dem Ständerat zu folgen: Hier legt die Mehrheit einen differenzierteren Plafond fest, als dies der Ständerat wollte. Unsere Fraktion wird hier mehrheitlich der Minderheit Röstli folgen, d. h. dem Ständerat. Wir sehen aber, dass das unter Umständen für einzelne Bezüger zu einer schwierigen Situation führen könnte. Wenn hier eine Differenz zum Ständerat entsteht, dann ist es angezeigt, dass sich der Ständerat nochmals mit dieser Frage befasst.

Nun noch zur Minderheit Roduit bezüglich der Branchenlösungen: Wir sehen hier einmal mehr die Schwierigkeit, die sich durch die hastige Gesetzgebung im Falle der Überbrückungsleistungen ergibt. Es treten im Laufe der Beratung neue Fragen auf, die nicht sauber geklärt werden können. Es werden Schnellschüsse produziert, die weder rechtlich noch materiell befriedigen. Theoretisch wäre natürlich eine solche Gesetzesbestimmung möglich. Aber wenn überhaupt, müsste eine solche im Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer oder im Steuerharmonisierungsgesetz erfolgen, nämlich dann, wenn es um eine steuerliche Entlastung dieser Branchen ginge. Wollte man diese Branchen generell begünstigen, dann müsste man eine Art Subvention prüfen. Das ist nun das, was die Minderheit Roduit in ihrem Antrag vorsieht. Es ist natürlich fraglich, ob man das unterstützt oder nicht. Aus unserer Sicht kann das sicher keine Lösung sein. Schon gar keine Lösung ist es, hier einfach eine pauschale Kompetenzübertragung an den Bundesrat vorzusehen. Wir müssen hier zielgerichteter legislieren, vor allem sauberer und nicht einfach nur vermutungsweise.

Die SGK-N hat deshalb heute Morgen den Bundesrat mit einer Kommissionsmotion aufgefordert, die nötigen gesetzlichen Grundlagen vorzulegen, die sicherstellen, dass Doppelspurigkeiten zwischen den Leistungen in Branchen mit sozialpartnerschaftlichen Lösungen für ältere Menschen und den Überbrückungsleistungen beseitigt werden. Damit geben wir dem Bundesrat die Möglichkeit, das Thema breit aufzurollen und abzuklären und mögliche Lösungen zu evaluieren, statt dass wir nun hier im Gesetz einfach etwas zementieren, was weder rechtlich noch ordnungspolitisch befriedigend ist.

In diesem Sinne fordern wir Sie wie gesagt grossmehrheitlich auf, der Mehrheit zu folgen.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): Chère collègue, vous avez évoqué les autres dispositions légales où de tels effets de seuil, des "Schwelleneffekte", existent. J'aimerais que vous soyez plus précise et que vous me donniez un exemple d'une prestation qui existe dans une loi et dont l'accès dépend de la date à laquelle on est sorti d'une autre prestation.

J'ajoute que nous avons déjà, dans les dispositions transitoires, fait en sorte que ceux qui sortiront du chômage avant l'entrée en vigueur de la loi n'auront pas droit à cette prestation. C'est comme si, à l'époque où l'AVS a été créée, on avait dit à ceux qui avaient eu 65 ans juste avant la création de l'AVS qu'ils n'allaient jamais avoir droit à une rente AVS.

Pouvez-vous nous donner d'autres exemples de ce type dans les lois que vous avez évoquées?

Sauter Regine (RL, ZH): Die AHV, die Sie erwähnen, ist ein gutes Beispiel. Dort haben Sie klare Vorgaben, mit welchem Alter Sie welche Art von Leistungen beziehen können.

Berset Alain, conseiller fédéral: Dans cette phase d'élimination des divergences, il demeure encore quelques divergences importantes. J'aimerais tout d'abord dire un mot sur celle qui concerne l'article 3 alinéa 1, à savoir les conditions qui permettent d'accéder à la prestation, mais pas l'âge à partir duquel la prestation peut être versée, puisque celui-ci est fixé à 60 ans depuis longtemps.

Ce que je peux vous dire, c'est que pour la majorité de la commission, le projet concernerait environ 3400 personnes. Pour la minorité, c'est naturellement un peu plus, parce qu'il y a le lissage qui peut se faire juste avant l'âge de 60 ans, c'est 4500 personnes. On est donc encore en dessous de ce que le Conseil fédéral souhaitait et avait proposé.



Le deuxième élément sur lequel je souhaite m'exprimer, c'est le plafond. Ce plafond est un élément extrêmement important, cela a été rappelé, dans la mesure où les conseils ont diminué jusqu'ici de 20 pour cent la prestation que le Conseil fédéral avait prévue: nous étions en dessus des prestations complémentaires, vous avez souhaité que la prestation soit fixée au niveau des prestations complémentaires. C'est une diminution de 20 pour cent. Mais en parallèle, le Conseil des Etats a diminué le plafond de plus de 30 pour cent. Et, cela tombe sous le sens, si vous diminuez les prestations de 20 pour cent et le plafond de manière beaucoup plus forte, cela va créer des problèmes. Cela va créer des distorsions et des injustices, c'est la raison pour laquelle il est important de trouver une bonne formulation pour ce plafond.

Cela peut avoir des conséquences très importantes sur des cas individuels, mais les conséquences financières sont à peu près nulles. Les conséquences financières d'un plafond à 2,25, contre un plafond à 2, sont de moins d'un million de francs au total. Pour l'ensemble, cela ne fait pas grand-chose. Même si vous alliez à 2,5 ou 2,75, ou si vous supprimiez le plafond, les conséquences seraient très peu importantes en matière financière, parce que cela concerne très peu de gens. Par contre, les situations individuelles touchées peuvent être très difficiles et il s'agit ici d'éviter qu'avec un plafond trop faible, on crée des cas de rigueur. C'est à cela que cela pourrait aboutir dans certaines situations individuelles, c'est la raison pour laquelle je vous invite ici à suivre la majorité de votre commission.

Sur les autres propositions de minorité, je n'ai pas grand-chose à dire, sinon peut-être encore un mot sur l'évaluation. Vous avez vu que le Conseil fédéral n'avait pas prévu d'article sur l'évaluation. Le Conseil des Etats en a élaboré un. Votre conseil en a élaboré un autre, plus précis. Nous pouvons vivre avec tous ces articles sur l'évaluation, dans la mesure où de toute façon une évaluation va être réalisée, comme nous le faisons chaque fois, que ce soit prévu ou pas sur le plan légal.

Meyer Mattea (S, ZH), für die Kommission: Der Ständerat ist dem Nationalrat in sehr vielen Punkten gefolgt. Er folgte uns beim Anspruchszeitpunkt, sodass der Anspruch ab 60 Jahren bis zum ordentlichen Rentenalter gilt, mit der einen Ausnahme für die Personen, bei denen mit 62 respektive 63 absehbar ist, dass sie Ergänzungsleistungen beziehen können. Er folgte uns beim Punkt, dass die Erziehungs- und Betreuungsgutschriften angerechnet werden, und ebenso bei der Vermögensschwelle.

Ich komme zu den wesentlichen Differenzen. Die grösste Differenz besteht beim Zeitpunkt der Aussteuerung. Da wollte der Nationalrat eigentlich diesen störenden Schwelleneffekt ausgleichen, weil er sagte: Es kann nicht sein, dass jemand, der einfach Pech gehabt hat und vor dem 60. Geburtstag ausgesteuert wurde, keine Überbrückungsleistung mehr beantragen kann. Der Ständerat wollte hier dem Bundesrat folgen und diese Schwelle wirklich beim 60. Geburtstag belassen. Als Kompromiss wurde in der Kommission ein Antrag eingereicht, der besagt, die Person müsse 25 Jahre AHV-versichert und ab dem 50. Lebensjahr mindestens 7 Jahre AHV-pflichtig gewesen sein, um Anspruch auf Überbrückungsleistung haben zu können. Dieser Antrag wurde mit 13 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Die Kommissionsmehrheit beantragt Ihnen, der Version des Ständerates zu folgen.

Eine zweite Differenz bestand bei der Höhe des Plafonds. Der Nationalrat wollte ursprünglich keinen Plafond, der Ständerat wollte den Plafond beim Zweifachen des

AB 2020 N 294 / BO 2020 N 294

Lebensbedarfs festsetzen. Das sind in Zahlen rund 38 900 Franken für eine Einzelperson und 58 350 Franken für Ehepaare.

Eine Kommissionsmehrheit empfiehlt Ihnen – der Entscheid in der Kommission fiel mit 12 zu 8 Stimmen bei 3 Enthaltungen –, die Überbrückungsleistung auf das 2,25-Fache des allgemeinen Lebensbedarfs zu plafonieren. Wir haben hier mehrere Differenzen zum Ständerat:

1. Bei der Plafondhöhe: entweder das Zweifache oder das 2,25-Fache.
 2. Der Plafond des Ständerates beinhaltet die Krankheits- und Behinderungskosten, bei der Version der Kommissionsmehrheit kommen die Krankheits- und Behinderungskosten noch dazu.
 3. Der Ständerat will – das ist mehr eine redaktionelle Änderung –, dass die Leistung einfach für Ehepaare gilt; wir seitens der Kommission beantragen, dass sie auf Haushalte mit mehr als einer Person ausgeweitet wird, damit zum Beispiel alleinerziehende Frauen, die Kinder in Ausbildung haben, ebenfalls darunterfallen.
- Wir orientieren uns mit dieser Lösung sehr stark an den Bedürfnissen der Betroffenen und wollen damit erreichen, dass die Personen, die Überbrückungsleistungen erhalten, gleichgestellt sind mit den Personen, die in Frührente gehen und da Ergänzungsleistungen beziehen.

Die Höhe der Krankheits- und Behinderungskosten wollten wir ursprünglich auf 25 000 Franken für eine Einzelperson und 50 000 Franken für Ehepaare festsetzen. Die Mehrheit der nationalrätlichen SGK folgt hier dem



Ständerat und will diese Kosten auf 5000 Franken für Einzelpersonen und 10 000 Franken für Mehrpersonenhaushalte festlegen; sie beantragt Ihnen, die Minderheit Weichelt abzulehnen.

Ich komme zu einer weiteren Differenz: Der Ständerat verlangt, dass das Vorsorgeguthaben ab einer gewissen Höhe, die vom Bundesrat definiert werden soll, für die Vermögensschwelle einberechnet wird. Die Kommissionmehrheit will hier einstimmig dem Ständerat folgen und dieses Vorsorgeguthaben in Zukunft einberechnen. Ich komme noch zur Härtefallregelung. Hier beantragt Ihnen die Kommission mit 15 zu 10 Stimmen, dem Ständerat zu folgen und diese Härtefallregelung aus dem Gesetz zu streichen. Der Nationalrat hat ursprünglich zudem beschlossen, dass Branchen mit speziellen sozialpartnerschaftlichen Leistungen von der Finanzierung ausgeklammert werden sollen. Der Ständerat wollte dies streichen, eine Mehrheit der Kommission beantragt Ihnen ebenfalls eine Streichung, hat aber einer Kommissionsmotion zugestimmt, wonach solche Branchenlösungen separat geregelt werden sollen.

Ich komme noch zur letzten Differenz: Das ist der Bereich der Evaluation, bei dem wir beantragen, bei der Version des Nationalrates zu bleiben, die präziser ist und eben auch eine wirkliche Evaluation beinhaltet.

Ich komme zum Schluss: Mit der Version des Ständerates, die in den meisten Teilen eben auch der Version der Kommissionmehrheit entspricht, gäbe es in Zukunft 3400 Bezügerinnen und Bezüger bei Kosten in der Grössenordnung von 150 Millionen Franken. Mit der Minderheit Maillard wären dies 4500 Bezügerinnen und Bezüger bei Kosten von 200 Millionen Franken.

Nantermod Philippe (RL, VS), pour la commission: Nous arrivons ici au terme de l'élimination des divergences entre nos deux conseils sur cette question de la prestation transitoire pour les chômeurs âgés.

Les deux conseils se sont considérablement rapprochés au cours des discussions, c'est d'ailleurs le rôle de cette navette entre les deux chambres. Nous nous sommes déjà mis d'accord sur les seuils de fortune, sur le montant de la prestation transitoire, en ce qui concerne notamment la participation à la prévoyance professionnelle ou le rapprochement avec les prestations complémentaires et la fin du droit. Il reste toutefois quelques divergences qui ont été traitées ce matin, en commission.

A l'article 3, nous avons traité de la question des conditions d'octroi. Vous vous souvenez, il y a eu un grand débat sur le seuil à partir duquel on peut avoir droit à la prestation transitoire, le projet du Conseil fédéral prévoyant, comme le Conseil des Etats, qu'il fallait être encore au chômage à 60 ans et n'arriver en fin de droit qu'après l'âge fatidique de 60 ans, les personnes étant arrivées en fin de droit avant l'âge de 60 ans n'ayant définitivement pas droit à cette prestation transitoire. Dans un premier temps, notre conseil a voulu renoncer à ce seuil et a proposé d'autres mesures, qui ont été reprises par le Conseil des Etats qui veut pourtant maintenir ce seuil.

La commission, par 13 voix contre 11 et 1 abstention, estime que les seuils existent partout dans les assurances sociales et que c'est un état de fait avec lequel nous devons vivre. La prestation est destinée à des personnes qui ont pu travailler jusqu'à l'âge de 60 ans, ou qui ont été licenciées deux ans avant, et ne doit pas encourager les employeurs à licencier les personnes plus tôt que cela, ce serait un très mauvais incitatif. De même, cette question, selon la majorité de la commission, a été traitée et débattue, et il convient maintenant de se rallier à la position du Conseil des Etats.

La minorité Maillard propose quant à elle de revenir sur cet effet de seuil estimant que nous cherchons dans toutes les assurances sociales à gommer les effets de seuil – on l'a fait encore récemment, la semaine passée, dans la loi sur l'assurance-invalidité. Elle propose d'autres mesures pour compenser d'un point de vue financier le gommage de l'effet de seuil. La proposition revient à augmenter de 20 à 25 ans la durée durant laquelle il faut avoir cotisé à l'AVS et de 5 à 7 ans la période après l'âge de 50 ans durant laquelle il faut avoir cotisé à l'AVS. Par 13 voix contre 11 et 1 abstention, la commission rejette cette minorité.

A l'article 3 alinéa 4, la minorité Prelicz-Huber veut maintenir les cas de rigueur, comme ils avaient été proposés par notre chambre. Le Conseil des Etats n'en veut pas, estimant qu'il n'y a pas de place à cet article pour laisser au Conseil fédéral plus de marge de manoeuvre que ne le prévoit la loi. Par 15 voix contre 10 et aucune abstention, la commission a suivi le Conseil des Etats.

A l'article 5, il est question des plafonds. Le principe d'un plafond ne fait plus discussion en soi. C'est le montant du plafond qui, par contre, fait l'objet d'un débat. Le Conseil des Etats a proposé de retenir comme plafond deux fois le minimum d'existence prévu par les prestations complémentaires. Il est apparu que ce montant est trop faible, dès lors qu'il intègre les coûts de santé. Des exemples ont été donnés par le Conseil fédéral, qui montrent que des personnes n'atteindraient pas le minimum vital avec le plafond choisi au Conseil des Etats. Si la majorité de la commission se rallie volontiers à l'idée d'un plafond, celui-ci doit être recalculé pour éviter qu'à partir de l'âge de 60 ans nous ayons deux systèmes en vigueur, à savoir que l'aide sociale soit supérieure à la prestation transitoire pour un certain nombre de personnes qui, sans cela, pourraient y avoir droit.



C'est ainsi que la commission, par 12 voix contre 8 et 5 abstentions, propose de modifier le plafond, tout en le maintenant à 2,25 fois le minimum d'existence prévu par les prestations complémentaires, ce qui permet d'éviter dans l'immense majorité des cas les problèmes que j'ai soulevés. Cela signifie concrètement un plafond à 43 762 francs et à 65 643 francs, le premier pour une personne seule, le second pour un ménage de plus d'une personne. La terminologie a aussi été changée à l'article 14a.

A l'article 14a, justement, la minorité Weichelt prévoit de maintenir les plafonds pour les frais de maladie à 25 000 et à 50 000 francs comme cela était prévu en première lecture, le Conseil des Etats proposant 5000 et 10 000 francs. La majorité de la commission estime que les plafonds pour les frais de maladie qui ont été proposés par le Conseil des Etats sont suffisants. Par 16 voix contre 6 et une 1 abstention, la commission propose de s'en tenir à la version du Conseil des Etats.

L'alinéa 4 traite de la solution spécifique à une branche. Notre conseil avait adopté la proposition Regazzi dont le but était que soient exclus du financement de la prestation transitoire les secteurs qui ont déjà adopté un système comparable. Le Conseil des Etats a biffé ce nouvel alinéa. Une minorité Roduit propose d'introduire une disposition qui permettrait au Conseil fédéral d'octroyer des aides aux secteurs qui ont déjà

AB 2020 N 295 / BO 2020 N 295

un système de prestation comparable. La commission, par 18 voix contre 7 et 0 abstention, a rejeté cette proposition et s'est ralliée à la proposition d'adopter une motion de commission qui invite le Conseil fédéral à trouver des solutions.

Enfin, à l'article 23bis, il est question de l'évaluation de l'efficacité de la loi. Il y a deux textes qui s'opposent: la version du Conseil des Etats et celle de notre conseil. Finalement, c'est une question de "wording", si je peux employer cet anglicisme. La version de notre conseil a recueilli une majorité, soit 17 voix contre 8 et 0 abstention. La grande différence, c'est que la version de notre conseil fait référence au but de la loi qui a été inscrit à l'article 1a et qu'elle a pour but que les aspects financiers de la loi soient aussi analysés dans un délai de cinq ans.

Art. 3 Abs. 1 Bst. a, b – Art. 3 al. 1 let. a, b

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20202)

Für den Antrag der Mehrheit ... 99 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 95 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 3 Abs. 4 – Art. 3 al. 4

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20203)

Für den Antrag der Mehrheit ... 126 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 70 Stimmen

(0 Enthaltungen)

4. Abschnitt Titel, Art. 5 Titel, Abs. 1, 1bis

Section 4 titre, art. 5 titre, al. 1, 1bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20204)

Für den Antrag der Mehrheit ... 115 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 80 Stimmen

(1 Enthaltung)



Art. 14a Abs. 2 – Art. 14a al. 2

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20205)

Für den Antrag der Mehrheit ... 126 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 68 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Art. 21 Abs. 4 – Art. 21 al. 4

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20206)

Für den Antrag der Mehrheit ... 100 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 95 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 23bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.051/20207)

Für den Antrag der Mehrheit ... 139 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 57 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées